

Critique des sciences et participation politique
Discours sur la science au peuple et notion de participation
dans la France des années 1970

Généalogie des pratiques, généalogie des discours

Le développement phénoménal des sciences et des techniques depuis la seconde guerre mondiale, ainsi que la remise en question du rapport entre science et société qui en a résulté, sont souvent considérés comme des facteurs non négligeables de l'apparition d'une exigence participative [Bonneuil, Sintomer, 2003]. Par conséquent, la relation entre science et société constitue un lieu d'investigation nécessaire pour toute tentative d'élaboration d'une histoire de la démocratie participative. C'est donc en tant qu'élément de généalogie du discours sur la participation que le thème de la « science au peuple », apparu en France dans les années 1970, a retenu notre attention. Ce thème introduit une manière inédite d'envisager les rapports science/société, et on peut le considérer comme un vecteur de sens pour des pratiques participatives mieux connues aujourd'hui : conférences citoyennes [Boy, Donnet-Kamel, Roqueplo, 2000], recherche participative [Rapport Inra, 2002], mobilisations sur des problèmes socio-techniques (nucléaire [Topçu, 2006], sida¹, etc.). A ce titre, nous le considérons plus précisément comme un élément généalogique du discours sur la *participation politique aux choix scientifiques et technologiques*². Nous avons donc procédé à l'analyse des principaux artisans du discours sur la science au peuple : quatre revues successivement parues entre 1966 et 1977 (*Porisme, Survivre, Labo-contestation et Impascience*)³. Nous retracerons ici rapidement le contexte d'apparition de ce discours, puis nous présenterons ses principaux traits saillants et les problèmes qu'il a contribué à mettre au jour.

Mais avant d'aller plus loin, il peut être utile de clarifier le type de généalogie élaborée dans cette intervention. En effet, le travail généalogique s'applique au moins à deux objets, relativement distincts. Il peut être conçu, d'une part, en tant que *généalogie des pratiques* qui donnent corps à une notion comme la participation. Tel est le cas dans le travail d'Yves Sintomer sur les dispositifs de tirage au sort qui, au fil des âges, font exister une forme de participation politique [Sintomer, 2007]. D'autre part, le travail généalogique peut être pensé comme *généalogie des discours* qui façonnent peu à peu les pratiques en leur donnant sens. On s'intéressera alors par exemple aux discours universitaires qui, entre description et performativité, contribuent à l'avènement d'une ère participative [Gret, 2007]. Bien entendu, pratiques et discours se relayent en permanence pour faire exister une notion dans l'espace public. Mais la distinction entre *généalogie des pratiques* et *généalogie des discours* est ici nécessaire, car c'est à la seconde que ce texte est avant tout consacré⁴ : on pourra ainsi être surpris d'y trouver peu d'acteurs, de pratiques ou de dispositifs, ceux-ci étant remplacés essentiellement par des discours et des « traits discursifs ». Mais cette relative désincarnation est le prix à

¹ Sur le cas américain : [Epstein, 2001].

² Référence française la plus citée sur ce thème : [Callon, Lascoumes, Barthe, 2001].

³ Renaud Debailly mène également un important travail de thèse sur la critique des sciences. Voir par exemple [Debailly, 2006].

⁴ Ce qui s'explique avant tout par l'inscription disciplinaire de notre recherche de doctorat, en sciences de l'information et de la communication.

payer pour tenir compte du pouvoir structurant des formations discursives sur le sens que nous attribuons aux pratiques sociales. Discours et pratiques s'alimentent mutuellement et, par conséquent, dresser la généalogie de la participation implique de retrouver les conditions, forcément discursives, dans lesquelles une telle notion s'élabore. Voyons maintenant ce qu'une telle forme d'analyse peut nous apprendre.

La science mise en cause

Tandis que dans les années 1945-1970, la sphère technique et scientifique connaît ses plus grands succès et bénéficie d'une immense confiance sociale [Pestre, 2003], la France des années 1970 est marquée au contraire par un mouvement relativement important de critique des décisions techno-scientifiques [Bonneuil, 2004]. De ce point de vue, la science n'est pas exempte des remous causés par mai 1968 [Boy, 1999]. En particulier, la communauté scientifique voit émerger en son sein plusieurs initiatives de contestation de la pratique scientifique. Ce mouvement, ébauché dès le milieu des années 1960, éclôt au début des années 1970, dans la foulée de mai 1968. Il regroupe des préoccupations variées, de la responsabilité sociale des chercheurs scientifiques à la critique de la hiérarchie et de l'exploitation dans les laboratoires. A travers ces préoccupations apparaît progressivement un questionnement nouveau sur la nécessité d'une pratique « collective », non exclusive, de la science. Plusieurs initiatives voient le jour : la collection « Science ouverte », reprise par Jean-Marc Lévy-Leblond, aborde des thèmes critiques à travers plusieurs ouvrages⁵, le SNCS (Syndicat National des Chercheurs Scientifiques) s'ouvre plus largement aux discussions sur les enjeux politiques de la science, ou encore de nombreux scientifiques prennent parti sur des questions sociotechniques, comme le nucléaire⁶ ou la présence d'amiante à Jussieu⁷. Ces différentes initiatives témoignent du dynamisme de la critique des sciences interne au champ scientifique dans les années 1970 ; cette décennie constitue, pour la France, une période exceptionnelle d'élaboration de conceptions particulières de la science et de son rôle social⁸.

Dans ce contexte, les revues de critique des sciences qui constituent notre corpus abordent de nombreux thèmes (contestation de la hiérarchie, écologie, épistémologie critique, etc.), mais l'un d'eux nous intéresse plus particulièrement : c'est celui de la science au peuple, qui consiste à remettre en question le monopole des chercheurs scientifiques sur la pratique scientifique, et à encourager, sous des formes qui varient, l'intrusion des « profanes » dans le monde de la recherche. Ce discours n'apparaît pas d'emblée comme un bloc homogène : il est progressivement élaboré à travers la rencontre et la composition de thèmes qui se recourent, s'opposent ou s'influencent. Nous nous sommes donc appliqué à comprendre comment ce thème se construit, ce qui le différencie des formes de critique des sciences qui le précèdent, et surtout dans quelle mesure il modèle certains problèmes essentiels soulevés par la notion de participation politique. Nous pouvons, en première approche, relever trois principaux traits saillants du discours sur la science au peuple : 1) interrogation sur les formes de l'engagement scientifique, 2) dénonciation des inégalités dans le laboratoire, 3) fantasme d'une « autre » pratique scientifique.

⁵ En particulier : [Jaubert, Lévy-Leblond, 1973], [Rose *et alii*, 1977].

⁶ « Appel des 400 » en février 1975, puis GSIEN (Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) et création de la *Gazette Nucléaire* en 1976.

⁷ Collectif Amiante de Jussieu, créé en 1975.

⁸ Il serait profitable de revenir sur le contexte international, en particulier anglosaxon : le groupe *Science for the people*, fondé en 1970 aux Etats-Unis, inspirera par exemple certaines initiatives françaises.

Interrogation sur les formes de l'engagement scientifique

Le premier trait saillant du discours sur la science au peuple est la mise en crise du modèle traditionnel de l'engagement politique des chercheurs scientifiques. Jusqu'au milieu des années 1960, le modèle dominant de l'engagement politique des scientifiques mêle deux caractéristiques essentielles. La première caractéristique est la légitimité sociale dont bénéficie le chercheur scientifique, la position de surplomb à partir de laquelle il prend parti, et qui autorise par exemple le physicien Louis Leprince-Ringuet à s'exprimer publiquement sur des sujets aussi divers que l'audiovisuel ou l'éducation. La seconde caractéristique relève de l'expertise et de ce que Foucault nommera, dans un célèbre entretien, « l'intellectuel spécifique », dont Oppenheimer constituerait la première incarnation [Foucault, 2001]. Cette dualité de l'engagement scientifique apparaît nettement au sein du mouvement Pugwash, qui rassemble des savants reconnus pour dénoncer les usages militaires de l'énergie nucléaire⁹. Ces savants n'ont pas nécessairement d'expertise dans le domaine atomique, et par conséquent ils ne correspondent pas tous au modèle foucauldien. Il semble que cette forme d'engagement ambivalente, alliant indifféremment expertise et légitimité sociale, traverse et domine les années 1950 et 1960, faisant ainsi du « paradigme Pugwash » le mode d'engagement scientifique de référence.

A partir du milieu des années 1960 en revanche, ce modèle sera remis en question. Il semble en effet que ce soit l'un des traits initiaux du discours sur la science au peuple de porter une interrogation sur la nature de l'engagement politico-scientifique à défendre. *Porisme*, revue lancée en 1966 pour relayer les travaux du Centre National des Jeunes Scientifiques (CNJS-créé dans le courant de l'année 1965), illustre ce questionnement initial. Cette revue joue un rôle charnière, car elle initie plusieurs thèmes importants pour le discours sur la science au peuple, tout en restant par ailleurs ancrée dans une tradition de critique technocratique et réformatrice de l'institution scientifique. C'est tout l'intérêt de cette revue de prendre place avant 1968, à une période où commencent à apparaître certaines préoccupations, mais où l'appareillage intellectuel et surtout le style de militantisme (radicalisme) ne sont pas encore au point, empêchant de lever l'ambiguïté permanente entre critique politique radicale et volonté de réforme technocratique. A l'origine, les participants du CNJS interrogent le rapport entre leur pratique scientifique et leur engagement politique : « *Lorsque fut créé le CNJS, il s'agissait pour un groupe de scientifiques de s'interroger sur le sens de leur activité professionnelle, sur l'avenir qu'elle leur réservait, en relation avec les divers idéaux qui les classait "à gauche"* » (*Porisme*, n°4-5, p.4). Le problème initial du CNJS, formé essentiellement de jeunes de gauche issus de cursus de sciences exactes, porte donc sur la question de l'engagement politique des scientifiques. Le paradigme Pugwash est alors mis en crise, car les auteurs de *Porisme* refusent le modèle du savant qui tire parti de sa légitimité pour tenir un discours social, et notamment dénoncer les mauvais usages qui sont faits de la science : « *l'engagement politique des scientifiques ne saurait être limité comme par le passé à celui de personnalités renommées prenant position sur des problèmes particuliers (guerre atomique par exemple)* » (*Porisme*, n°2, p.5). Il y a donc crise : le CNJS réfléchit aux autres moyens de s'engager à partir de la pratique scientifique.

⁹ Mouvement formé en 1957, sous le patronage de Bertrand Russell et Albert Einstein, et avec, entre autres, l'appui en France de Frédéric Joliot-Curie.

La nouveauté de *Porisme* va consister à proposer un autre modèle d'engagement, d'après les influences marxistes des auteurs : le modèle ouvrier, hautement valorisé par la littérature politique de gauche de l'époque. On assiste alors à la substitution du modèle ouvrier au modèle du savant responsable qui fondait jusque-là le paradigme Pugwash. On peut ainsi lire dans *Porisme* des déclarations qui mettent sur le même plan chercheurs scientifiques et ouvriers, telles que : « nous pouvons dire que cette conception de la politique accorde une grande importance à la notion de gestion des entreprises **par les travailleurs** et au contrôle à tous les niveaux (actuels et à venir) par les producteurs, de l'organisation sociale et du produit de leur travail. » (*Porisme*, n°1, p.9, souligné par nous). Cette substitution d'un modèle d'engagement à un autre aura plusieurs conséquences, notamment dans les revues qui suivront : radicalisation du discours sur la science, collectivisation de l'engagement, et modification des exigences, calquées sur des représentations de l'engagement ouvrier (volonté de lutte contre l'aliénation sur le lieu de travail, volonté de récupération de la « pratique », lutte pour la transformation des structures sociales). Mais à l'époque de *Porisme*, qui précède de peu mai 1968, le sens que donneront à ces revendications les acteurs du CNJS est encore profondément ambigu, entre radicalisme politique et volonté de réforme technocratique, exigence de démocratie et exigence d'efficacité. Toutefois, la substitution du modèle ouvrier au modèle du savant responsable permet d'entamer un virage discursif déterminant.

Dénonciation des inégalités dans le laboratoire

Le deuxième trait saillant du discours sur la science au peuple est la conséquence directe des interrogations sur les modalités de l'engagement, et de l'analogie entre chercheurs et ouvriers, champ scientifique et usine. En effet, alors que les ouvriers dénoncent dans l'usine les inégalités qui en régissent le fonctionnement, les chercheurs scientifiques critiques vont démasquer ces inégalités dans le laboratoire. Ils s'inspirent en cela d'un modèle de contestation ouvrière tout à fait classique dans le monde du travail, mais absolument inédit dans le champ scientifique, car il allait jusque-là de soi que la hiérarchie du laboratoire était le fait de différences de savoir : différences censées fonder la supériorité du patron sur ses chercheurs, des chercheurs sur les techniciens, des techniciens sur les secrétaires, etc. L'application du modèle de l'engagement ouvrier au laboratoire va mener les chercheurs à dénaturiser le principe hiérarchique qui justifiait ces inégalités jusque-là : l'inégalité des connaissances. On assiste alors à un second renversement : lutter contre les inégalités, ce n'est pas seulement lutter contre des inégalités d'ordre économique, mais en premier lieu contre l'illusion d'une hiérarchie des intelligences et des connaissances.

Ce renversement s'effectue progressivement. Dans *Porisme*, les hiérarchies du laboratoire sont combattues, au nom du modèle ouvrier dégagé plus haut, mais aussi en raison de conflits générationnels : les jeunes chercheurs du CNJS s'opposent à leurs patrons plus âgés. Après mai 1968, le discours sur les inégalités sera radicalisé : alors que *Porisme* se borne généralement à dénoncer les inégalités entre chercheurs de rang différent, les années d'après-68 vont élargir la critique à l'ensemble du laboratoire, et donc des rôles de subalternes. Par exemple, la revue *Labo-Contestation* (1970-1972) relate des expériences de partage des salaires à parts égales, menées dans différents laboratoires. Mais la critique d'ordre économique rejoint alors rapidement une critique de la division intellectuelle des tâches. La prise de conscience des inégalités dans le laboratoire aboutit à une réflexion sur les rapports savoir/pouvoir et à la dénonciation de l'exploitation inhérente à un système de spécialisation intellectuelle. Ainsi, l'application

au laboratoire d'un modèle de critique marxiste conduit à la formulation d'une critique inédite des inégalités du mérite et de l'intelligence¹⁰.

Dans un premier temps, l'analogie usine/laboratoire va paradoxalement empêcher d'élargir cette critique de la « hiérarchie intellectuelle » à l'ensemble de la société : s'il importe avant tout d'appliquer au laboratoire une critique en vigueur dans les usines, il ne semble pas encore nécessaire de contester l'assymétrie entre les chercheurs scientifiques et le reste de la société. Mais autour de 1971-72, ce glissement a lieu : en élargissant la critique du laboratoire à l'extérieur du laboratoire, les scientifiques critiques vont en arriver à la contestation, par exemple, des rapports de pouvoir entre médecins et patients : le dernier numéro de *Labo-contestation*, consacré à l'hôpital et intitulé *Hosto-action*, contient par exemple quelques pages sur la nécessité pour les patients d'accéder au savoir afin de ne pas être maintenus dans un état de subordination. Ce second trait saillant correspond donc à la contestation des inégalités masquées, que sont les inégalités du mérite et de l'intelligence. Les opérateurs de ce glissement sont nombreux : critique du système éducatif répandue dans ces années, critique du système de santé, et surtout critique de l'expertise nucléaire renforcée à partir de 1971 (essentiellement dans la revue *Survivre*, à partir de l'été 1971). La rencontre de ces différents thèmes avec la critique interne au laboratoire permet d'appliquer à l'ensemble de la société des réflexions développées au sujet du laboratoire. On débouche ainsi sur une nouvelle forme de critique : critique de l'illusion des inégalités de connaissance, plutôt que critique d'inégalités socio-économiques. La révolution culturelle menée en Chine dans la seconde moitié des années 1960 est alors une référence importante pour les scientifiques critiques, qui se démarquent du marxisme traditionnel pour tendre vers le gauchisme.

Fantasme d'une « autre » pratique scientifique

Le troisième trait saillant du discours sur la science au peuple tient au fantasme d'une « autre » pratique scientifique. Ici encore, l'influence du marxisme est déterminante, à travers l'idée de science prolétarienne. Mais les auteurs des revues étudiées montrent un certain intérêt pour les réalisations concrètes de cet idéal. De ce point de vue, c'est la revue *Survivre* qui va sans doute jouer le rôle le plus important, dans la mesure où c'est la revue la plus liée au mouvement écologiste et à une réflexion sur les modes de vie alternatifs. Technologies « douces », énergies alternatives, agrobiologie sont pour les auteurs de *Survivre* autant d'exemples concrets de pratiques de connaissance qui offrent des alternatives au savoir de la technoscience. Les parasciences sont aussi l'occasion de réfléchir à cet *autre*, non oppressif, de la science (un numéro de la revue *Impascience* y est consacré).

Le fantasme de cette autre pratique scientifique, conjugué aux préoccupations précédentes, amène invariablement à la proposition d'aménager une science « réellement » collective, qui déjouerait le piège des inégalités et de l'instrumentalisation. Mais cette proposition de remettre la science au peuple demeure difficilement interprétable. On la trouve à plusieurs reprises, dans *Survivre* ou *Impascience*, comme par exemple ces jugements étonnamment similaires tenus à quatre années d'intervalle : « *La Nouvelle Science peut se définir comme la science du Peuple et non pas la Science pour le Peuple.* » (*Survivre*, n°10, p.20, 1971) ; « *Nous ne pouvons assurer que nous aurons une « science pour le peuple », que si nous avons une*

¹⁰ Bien entendu, la critique de l'institution scolaire menée autour de mai 1968 joue un rôle similaire, mais les revues la tournent ici de façon particulièrement radicale.

« science par le peuple ». » (*Impascience*, n°1, p.7, 1975). Alors que la notion de science du peuple, ou par le peuple, est introduite par *Survivre*, à la fin de 1971, le contenu de la notion reste flou dans la plupart des textes qui y recourent, car les intentions des auteurs sont disparates. Il semble alors important de saisir l'hétérogénéité de la signification que les acteurs du mouvement accordent à l'idée de « science au peuple ». Derrière la critique de l'expertise et de la rationalité, s'agit-il de mieux *représenter* les intérêts des citoyens dans la pratique scientifique ? S'agit-il de *faire participer* le public à la pratique elle-même ? S'agit-il de produire une nouvelle forme d'objectivité scientifique, voire une multitude de rationalités et de pratiques différentes ? La position du mouvement n'est pas unifiée, et ne nous permet pas de savoir quel aurait été le contenu concret d'une politique de réalisation de la science au peuple.

On peut lire l'hétérogénéité des objectifs dans une revue comme *Impascience* : certains textes envisagent par exemple la possibilité de « participer au choix et au contrôle » de l'institution scientifique (*Impascience*, n°3, p.37), tandis que d'autres dénoncent "l'idéologie de participation individuelle" (*Impascience*, n°1, p.11) au profit d'une critique plus radicale. Mais malgré la multiplicité des propositions, la nécessité pour la population de se réapproprier l'espace scientifique et technologique apparaît comme une exigence centrale. Qu'il s'agisse d' "*appropriation collective des connaissances scientifiques* » (*Impascience*, n°7, p.50), de "*réappropriation de l'espace technologique*" ou d' "*appropriation de la science par la population*" (*Impascience*, n°2 p.2), l'idée parcourt la revue que le peuple aliéné doit reprendre contrôle sur la science. Peu de modèles concrets de cette appropriation sont proposés, mais on peut citer : les cliniques gynécologiques autogérées du MLF, (*Impascience*, n°1, p.7), certaines expériences du régime chinois lors de la révolution culturelle (*Impascience*, n°1, p.12), ou, dans le cas du nucléaire, le cas des militants qui s'approprient un savoir et le divulguent autour d'eux. Bien que ce dernier exemple ne soit pas exactement celui d'une "autre" pratique, un texte suggère que les luttes antinucléaires, en mettant à nu les positions de savoirs et les mécanismes de la domination, permettront peut-être la réappropriation de l'espace technologique (*Impascience*, n°2, p.27).

De nouveaux problèmes

Ce mouvement a traversé le paysage français comme un éclair. Il est difficile de lui attribuer une influence directe, même si, comme le fait remarquer Patrick Petitjean [Petitjean, 1998], certains de ses acteurs se retrouvent impliqués, au début des années 1980, dans des expériences comme les boutiques de sciences [Stewart, Havelange, 1989]. Différentes raisons expliquent cette disparition relative dans les années 1980 : l'impact de la crise économique en France, la nécessité d'innover et les réflexions autour des modèles américain et japonais, et le retour à une défense tout républicaine de la science, qu'illustrent l'organisation du colloque « Recherche et technologie » sous la direction de Jean-Pierre Chevènement en 1981-82, ou la mission de promotion attribuée à la Cité des Sciences, construite dans la première moitié des années 1980.

Mais le discours sur la science au peuple n'en fait pas moins un premier pas vers une réflexion, plus institutionnelle par la suite, sur la nécessité d'impliquer l'ensemble du corps social dans les choix scientifiques et technologiques, qui ne peuvent plus être effectués par une minorité d' « experts ». L'apport essentiel de cet ensemble discursif à une généalogie de la participation se trouve dans la double formulation d'une exigence de participation et d'une alerte des problèmes que celle-ci peut rencontrer. Même si la

plupart des textes restent évasifs ou trop abstraits, ils s'accordent sur une idée fondamentale : le véritable enjeu démocratique n'est pas dans la possibilité pour chacun de s'exprimer, mais plutôt dans les moyens qui sont donnés aux individus de produire des savoirs et de les légitimer dans l'espace public, sans que cette production ne génère de ruptures ou d'exclusions. En appliquant au monde scientifique la critique politique anti-élitiste si forte en mai 1968, le mouvement de la science au peuple a ainsi donné une consistance particulière à ce qui est aujourd'hui l'une des questions essentielles d'un régime au devenir participatif : comment muer l'illusion de participation en pratique concrète de production collective des discours ?

La réelle nouveauté de ce discours se trouve donc dans l'exigence générale d'ouverture à une participation politique publique qu'elle impose au champ scientifique. Jusque-là, d'autres formes de critique du champ scientifique avaient déjà été menées, mais jamais sous l'angle de la participation. Le scientifique marxiste anglais John Bernal demandait par exemple dans les années 1930 à mettre la science au service du peuple, de la nation [Werskey, 2007], mais c'est seulement avec le discours sur la science au peuple dans les années 1970 que l'idée de participation voit le jour dans le champ scientifique. Ainsi, une série de problèmes sont élaborés, souvent dans la continuité des contestations de mai 1968, dont l'actualité est frappante dans le cadre participatif qui tend à s'établir aujourd'hui : critique de l'idéologie scientifique et de l'expertise, critique de l'élitisme de l'enseignement, critique de la division sociale du travail et des rôles et d'un système d'inégalités sociales basées sur des différences de *savoir*, et enfin propositions de dispositifs pour une nouvelle pratique scientifique. Bien que la plupart des réalisations du mouvement aient connu des existences éphémères (c'est le cas des boutiques de sciences), elles remplissent alors un rôle embryonnaire dans la réflexion sur les dispositifs de participation aux choix scientifiques et technologiques qui apparaîtront plus tard.

Toutefois et pour conclure, afin d'accepter ce discours comme un élément généalogique légitime, il est impératif de lui accorder un statut discursif adéquat : ne pas lui attribuer des pouvoirs qu'il n'a jamais eus. Et, par conséquent, reconnaître sa dimension profondément utopique. Il semble en effet que la fonction essentielle de cette exigence d'une science du peuple soit, comme l'a noté Fredric Jameson au sujet de l'utopie, de constituer une intervention discursive dans le politique. En particulier, le mouvement de la science au peuple propose peu de moyens de se réaliser, et développe une pensée très limitée du dispositif (contrairement au champ technocratique qui, à la même époque, pense les moyens du *technology assessment* [Barthe, 2006]). Mais c'est justement pour cela, si l'on s'en tient aux remarques de Jameson, qu'il nous amène à penser les conditions et les conséquences d'un *autre* différent. Les auteurs des revues étudiées pourraient ainsi souscrire à cette déclaration de Jameson : « *La perturbation est donc le nom d'une nouvelle stratégie discursive, et l'utopie la forme que prend nécessairement cette perturbation. [...] C'est la forme utopique elle-même qui constitue la réponse à la certitude idéologique universellement répandue qu'aucune alternative n'est possible [...]. Mais elle affirme cela en nous forçant à penser la coupure, et non en nous présentant, comme c'était le cas auparavant, une image de ce que serait le monde une fois celle-ci effectuée.* » [Jameson, 2007, p.390, souligné par nous]. Le discours sur la science au peuple force-t-il à penser la coupure ? Nous nous accordons la liberté de le croire, réconciliant ainsi sa nature utopique et son rôle généalogique.

Bibliographie

BARTHE, Yannick (2006). « Comment traiter les débordements des sciences et des techniques ? Une brève histoire du “technology assessment” », p. 245-262 in Olivier Ihl (dir.) / *Les « sciences » de l'action publique*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

BONNEUIL, Christophe (2004). « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », p.15-40 in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*. Lyon, 15-17 juin.

BONNEUIL, Christophe et Yves SINTOMER (2003). « Postface », pp.297-327 in Richard Sclove / *Choix technologiques, choix de société*. Paris : Descartes et cie. Disponible sur le web à l'adresse : <http://sciencescitoyennes.net/docs/postfacesclovechoixtechnologiques.pdf>

BOY, Daniel (1999). *Le progrès en procès*. Paris : Presses de la Renaissance.

BOY, Daniel, Dominique DONNET KAMEL, Philippe ROQUEPLO (2000). « Un exemple de démocratie participative : la "conférence de citoyens" sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, n°4-5, octobre, p.779-809.

CALLON, Michel, Pierre LASCOURMES, Yannick BARTHE (2001). *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.

DEBAILLY, Renaud (2006). « De Porisme à Pandore : l'évolution de la critique radicale de la science de 1960 à 1980 à travers les revues éphémères. », Communication au colloque « Sciences, innovations techniques et société », Grenoble, 4 mai.

EPSTEIN, Steven (2001). *La grande révolte des malades : histoire du Sida*, tome 2. Paris : Les Empêcheurs de penser en rond.

FOUCAULT, Michel (2001). « Entretien avec Michel Foucault », p.140-160 in *Dits et Ecrits*, tome 2. Paris : Gallimard (publication initiale de l'entretien en 1977).

GRET, Marion (2007). « La place des revues dans l'expérience participative de Porto Alegre », p.165-180 in Jean Baudouin, François Hourmant (dir.) / *Les revues et la dynamique des ruptures*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

JAMESON, Fredric (2007). *Archéologies du futur : le désir nommé utopie*. Paris : Max Milo. (1^{ère} ed. en anglais : 2005).

JAUBERT, Alain et Jean-Marc LEVY-LEBLOND (1973). *(Auto)critique de la science*. Paris : Seuil.

PESTRE, Dominique (2003). *Science, argent et politique* : un essai d'interprétation. Paris : INRA.

PETITJEAN, Patrick (1998). « La critique des sciences en France », pp.118-133 in Baudouin Jurdant (dir.) / *Impostures scientifiques : les malentendus de l'affaire Sokal*. Paris-Nice : La Découverte/Alliage.

ROSE, Hilary, Steven ROSE *et alii* (1977). *L'idéologie de/dans la science*. Paris : Seuil.

SINTOMER, Yves (2007). *Le pouvoir au peuple* : jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative. Paris : La Découverte.

STEWART, John et Véronique HAVELANGE (1989). « Les boutiques de science en France. Un bilan », *Alliage*, 1, p. 95-103.

TOPCU, Sezin (2006). « Nucléaire : de l'engagement savant aux contre-expertises associatives », *Natures, sciences, sociétés*, 14, p.249-256.

WERSKEY, Gary (2007). "The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ?" *Science as Culture* on line : <http://www.human-nature.com/science-as-culture/werskey.html>

Rapport :

INRA, (2002). « *Co-construction d'un programme de recherche* : une expérience pilote sur les vignes transgéniques ». Rapport final du groupe de travail, INRA, 11/09/02.